

Le pétrole au Moyen-Orient, richesse ou malédiction ?

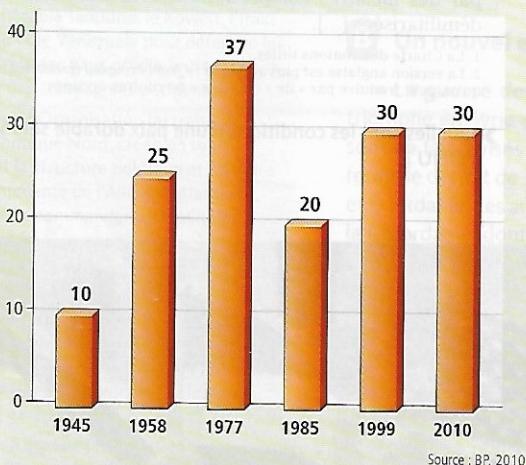
→ Voir **COURS** p. 262.
→ Voir **COURS** p. 266.

Les premiers gisements de pétrole sont découverts en Perse et en Mésopotamie (Iran et Irak actuels) peu avant la Première Guerre mondiale. Ils présentent dès cette époque un intérêt stratégique majeur pour la flotte britannique.

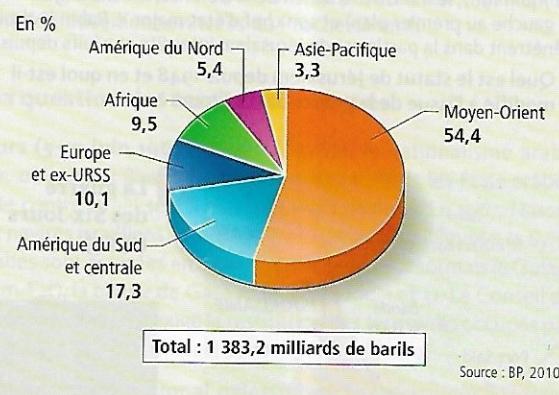
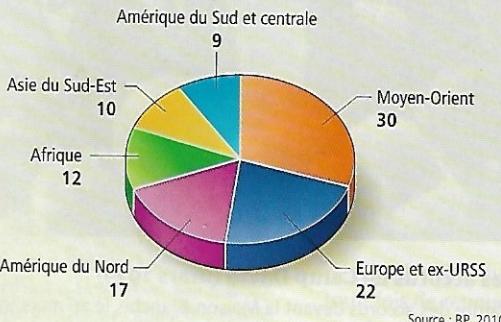
Après 1945, la production pétrolière du Moyen-Orient prend une part croissante dans l'approvisionnement énergétique des pays occidentaux.

La création de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), en 1960, renforce la position des pays producteurs par rapport aux pays consommateurs. Les économies des pays occidentaux restent très dépendantes des importations de pétrole du Moyen-Orient, en dépit des mesures prises pour économiser l'énergie et diversifier leurs sources d'approvisionnement.

a. Part du Moyen-Orient dans la production mondiale de pétrole de 1945 à 2010, en %



b. Répartition de la production mondiale en 2010, en %



2 Les réserves mondiales de pétrole en 2010

Prix du pétrole brut de 1950 à 2011

En dollars de 2010 par baril



3 L'évolution du cours du pétrole

4 L'accord d'Achnacarry (1928) dénoncé par un journaliste arabe

Par les accords signés dans le château d'Achnacarry (Écosse) en 1928, les grandes compagnies pétrolières occidentales (majors) se partagent l'exploitation des gisements de pétrole du Moyen-Orient.

Il est extrêmement triste de constater que les intérêts de la nation arabe, qui est propriétaire de ces trésors, ne soient pas pris en considération, par suite de l'égoïsme exagéré des puissances coloniales. Ces puissances se croient en droit de se partager, avec un exclusivisme déconcertant, les biens d'autrui, sans aucun scrupule et sans autre justification légitime que le droit de la force : la poudre et le canon [...].

À la suite de la guerre, les intérêts allemands dans les affaires dites des « Pétroles de Mossoul » [dénomination exacte Turkish Petroleum Company] ont été liquidés et [...] ont été attribués à un groupe international comprenant : l'Anglo-Persian¹ pour 23,75 %, la Royal Dutch² pour 23,75 %, la Standard Oil³ pour 23,75 %. 23,75 % ont été attribués au gouvernement français qui les a remis à une compagnie dénommée « Compagnie française des pétroles⁴ » dans laquelle il est resté intéressé. 5 % pour un financier industriel Gulbenkian⁵ en vertu des droits antérieurs. Cette compagnie internationale prenait la suite de la Turkish Petroleum Company et s'est appelée Iraq Petroleum Company.

Ihsân al-Jâbrî, « La question du pétrole », *La Nation arabe*, novembre 1930, cité par A.-L. Dupont, C. Mayeur-Jaouen et Ch. Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes, XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, 2011.

1. Anglo-Persian Oil Company, compagnie britannique exploitant à l'origine le pétrole de Perse (Iran actuel).

2. Royal Dutch Shell, compagnie anglo-hollandaise.

3. Standard Oil, compagnie américaine fondée par Rockfeller ; l'accord impliquait aussi trois autres compagnies américaines, Mobil, Texaco et Gulf Oil.

4. Ancêtre de l'actuelle compagnie Total.

5. Financier arménien, pionnier de l'exploitation pétrolière au Moyen-Orient, surnommé après cet accord « Monsieur 5 % ».

5 Les États-Unis et le pétrole iranien

En 1951, le Premier ministre iranien Mossadegh nationalise l'Anglo-Iranian (ex-Persian) Oil Company. Mossadegh s'étant rapproché de l'URSS, il est renversé en 1953 par un coup d'État organisé par les États-Unis. Le shah (roi) d'Iran devient alors un allié des Américains, qui prennent le relais des Britanniques.

Il est d'une importance critique pour les États-Unis que l'Iran reste une nation indépendante et souveraine, non dominée par l'URSS. À cause de sa position stratégique clé, de ses ressources pétrolières, de sa vulnérabilité à une intervention ou une attaque armée par l'URSS, et de sa vulnérabilité à la subversion politique, l'Iran doit être considéré comme un objectif continu de l'expansion soviétique. La perte de l'Iran par défaut ou par intervention soviétique :

a. serait une menace majeure pour la sécurité du Moyen-Orient tout entier, Pakistan et Inde inclus ;

b. permettrait aux communistes de refuser au monde libre l'accès au pétrole iranien, ou menacerait sérieusement ses approvisionnements en pétrole du Moyen-Orient ;

c. accroîtrait la capacité de l'Union soviétique à menacer les lignes de communication États-Unis/Royaume-Uni ;

d. atteindrait le prestige des États-Unis dans les pays voisins et, à l'exception de la Turquie et peut-être du Pakistan, menacerait sérieusement, voire détruirait, leur volonté de résister aux menaces communistes.

Rapport du Conseil national de sécurité des États-Unis, NSC 136/1, 20 novembre 1952, cité par A.-L. Dupont, C. Mayeur-Jaouen et Ch. Verdeil, op. cit.

QUESTIONS

Exploiter et confronter les documents

1. Pourquoi la région du Moyen-Orient a-t-elle une place essentielle dans l'économie mondiale ? (doc. 1, 2 et 4)

2. Quels sont les facteurs qui influent sur l'évolution du prix du pétrole depuis 1945 ? Quelles en ont été les conséquences pour l'économie mondiale ? (doc. 3)

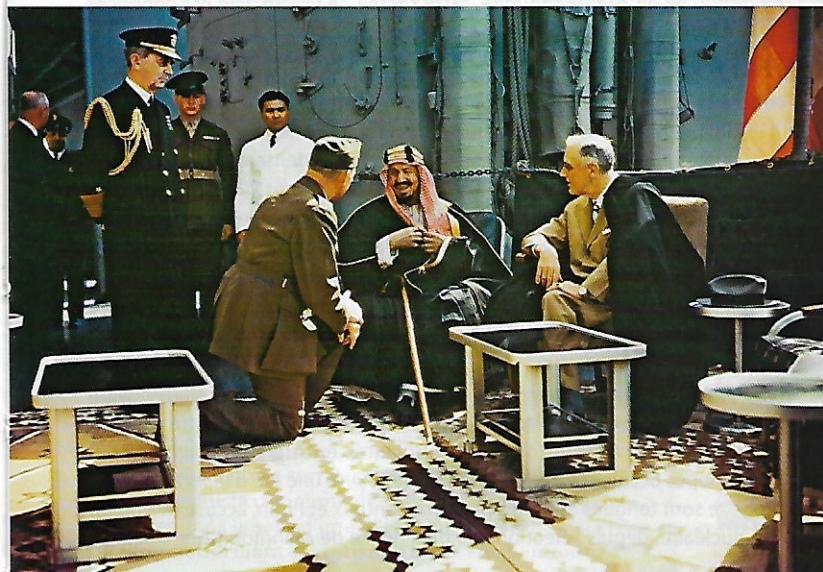
3. Quand et comment les grandes puissances occidentales ont-elles cherché à contrôler les ressources pétrolières du Moyen-Orient ? Pourquoi l'auteur de cet article s'en indigne-t-il ? (doc. 4)

4. Pourquoi les États-Unis s'inquiètent-ils de la situation politique en Iran ? (doc. 5)

5. Dans quelle mesure la politique des États-Unis au Moyen-Orient a-t-elle été commandée par leurs intérêts pétroliers ? (doc. 4, 5 et 6)

Organiser et synthétiser les informations

6. En quoi le pétrole a-t-il contribué à internationaliser les conflits du Moyen-Orient ?



6 Les États-Unis et l'Arabie saoudite

Dès les années 1930, les compagnies pétrolières s'implantent en Arabie saoudite, où elles fondent l'ARAMCO (Arabian American Oil Company) en 1944. Au retour de Yalta, en février 1945, le président Roosevelt (à droite de la photographie) reçoit le roi Ibn Saoud (assis au centre) à bord du *Quincy*. Les États-Unis s'engagent à lui fournir une assistance militaire permanente en échange du monopole de l'ARAMCO dans l'exploitation du pétrole saoudien.